

Brochure n° 3183

**Convention collective nationale**

IDCC : 1182. – **PORTS DE PLAISANCE**

AVENANT N° 58 DU 12 AVRIL 2005  
RELATIF AUX PRIMES POUR TRAVAUX PÉNIBLES,  
DANGEREUX, INSALUBRES  
NOR : ASET0751026M  
IDCC : 1182

Entre :

La fédération française des ports de plaisance (FFPP),

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CGT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de la rédaction de l'article 44  
de la convention collective*

Les parties signataires du présent avenant à la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance décident de modifier comme suit la rédaction de l'article 44 « Primes pour travaux pénibles, dangereux, insalubres » de ladite convention :

A. – La première partie du texte du premier alinéa est remplacée par le texte suivant :

« Sous réserve de la négociation et de la conclusion d'un accord local destiné à en décider la mise en place et à en fixer les modalités d'attribution ainsi que les montants, il est accordé des primes ou avantages spécifiques à ceux des salariés des ports de plaisance qui effectuent des travaux pénibles, dangereux ou insalubres, tels que : ».

Le reste de l'alinéa sans changement.

B. – Le dernier alinéa de l'article 44 est supprimé.

## **Article 2**

### *Date d'entrée en vigueur*

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature.

## **Article 3**

### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi et de la solidarité l'extension du présent avenant à la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance du 16 mars 1982.

## **Article 4**

### *Dépôt et publicité*

Le présent accord collectif, conclu selon les dispositions des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, porte modification de l'article 44 de la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance.

Il est établi en autant d'exemplaires originaux qu'il est nécessaire pour être remis à chacune des parties signataires et pour l'accomplissement des formalités de publicité et de dépôt telles que prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 12 avril 2005.

(Suivent les signatures.)